



ARR PM-T26-237

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

OBJET :

**REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION
QUAIS VAUBAN ET TOUDOUZE ET PARKING DU NOTIC ET PARKING
PLAGE DE KERLOCH DU 13 AU 18/10/2026**

Le Maire de la commune de CAMARET-SUR-MER

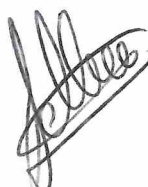
VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2211-1, L. 2212-1, L. 2212-2 L. 2212-3 et suivants ;
VU le code de la route ;
Considérant L'organisation du Crozon Foil Festival
Considérant la nécessité pour des raisons de sécurité de réglementer le stationnement et la circulation quai Vauban et Toudouze, parking du Notic et parking de la plage de Kerloch sur la commune de Camaret-sur-Mer

ARRETE

- ARTICLE 1 :** Le dimanche 18/10/2026 de 6h00 à 19h00 : (voir plan)
Le stationnement sera interdit l'ensemble du parking du Notic quai Vauban sur la commune de Camaret-sur-Mer
- ARTICLE 2 :** Le dimanche 18/10/2026 de 8h00 à 18h00 : (voir plan)
La circulation automobile sera interdite quai Vauban et entre le numéro 34 quai Toudouze et le quai Vauban sur la commune de Camaret-sur-Mer.
Le stationnement sera interdit entre le numéro 34 quai Toudouze et le quai Vauban.
Une zone de retournement sera mise en place quai Toudouze entre la grue et le numéro 34 quai Toudouze.
- ARTICLE 3 :** Du 13 au 18/10/2026 : (voir plan)
Le stationnement sera interdit sur le parking de la plage de Kerloch où se trouve les toilettes publiques.
- ARTICLE 4 :** L'affichage du présent arrêté aux abords des lieux concernés et la mise en place du barriérage seront réalisés par les services techniques municipaux.
- ARTICLE 5 :** Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié selon les conditions réglementaires en vigueur, seront constatées par procès-verbal transmis aux tribunaux compétents.
- ARTICLE 6 :** Monsieur le Commandant de la brigade Territoriale de Gendarmerie, monsieur le Maire, Monsieur le Chef de la Police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
- ARTICLE 7 :** Le présent acte, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Commune de Camaret-sur-Mer dans le délai de 2 mois à compter de sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rennes, déposé par l'application www.telerecours.fr ou à l'adresse 3 Contour de la Motte CS44416 35044 Rennes cedex, dans le délai de deux mois suivant la date de notification de la présente décision ou la date de rejet du recours gracieux.
Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire potentiel du présent acte est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Commune de Camaret-sur-Mer – Monsieur le Délégué à la protection des données – Mairie de Camaret-sur-Mer, Place d'Estienne d'Orves – 29570 Camaret-sur-Mer.

Fait à Camaret-sur-Mer, le 17/09/2026

Le Maire,
Joseph LE MEROUR



PLAN DES INTERDICTIONS

